



COMMUNIQUE DE PRESSE

Contact : Alain Pronost, directeur financier groupe
Tél. : + 33 (0)6 62 60 56 51

GLOBAL GRAPHICS : RESULTATS CONSOLIDES DU PREMIER TRIMESTRE 2012

Pompey (France), le 27 avril 2012 - GLOBAL GRAPHICS SA (NYSE-Euronext : GLOG), groupe à l'expertise reconnue dans le développement de solutions performantes pour la gestion de documents électroniques et l'impression numérique, a annoncé ses résultats consolidés pour le premier trimestre 2012, qui font apparaître un chiffre d'affaires de 2,0 millions d'euros et une perte nette de 0,3 million d'euros, en ligne avec les attentes de la direction pour la période.

La comparaison des chiffres-clés du premier trimestre 2012 avec ceux du premier trimestre 2011 met en exergue les éléments suivants :

- un chiffre d'affaires consolidé de 2,0 millions d'euros ce trimestre (2,0 millions d'euros également à taux de change constants), contre 2,1 millions d'euros au premier trimestre 2010,
- un résultat opérationnel négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre, comme au premier trimestre 2011,
- un résultat opérationnel retraité négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre, comme au premier trimestre 2011,
- un résultat avant impôt retraité négatif de 0,3 million d'euros ce trimestre (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,03 par action), contre un résultat avant impôt retraité négatif de 0,4 million d'euros (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,04 par action) au premier trimestre 2011,
- une perte nette de 0,3 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette de € 0,03 par action), contre une perte nette de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2011 (soit une perte nette de € 0,01 par action),
- une perte nette retraitée de 0,3 million d'euros ce trimestre (soit une perte nette retraitée de € 0,03 par action), contre une perte nette retraitée de 0,1 million d'euros au premier trimestre 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,01 par action).

Gary Fry, directeur général du groupe Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : "nos ventes et nos résultats sont en ligne avec nos attentes pour le premier trimestre de l'exercice."

"Dans le marché de l'impression commerciale, nous avons poursuivi ce trimestre notre pénétration de ce marché en concluant deux nouveaux contrats de fourniture de notre technologie RIP pour des applications d'impression jet d'encre à grande vitesse. Nous sommes également satisfaits de notre participation au salon Page au mois de février dernier, dont nous nous attendons à ce qu'elle se traduise par de nouvelles opportunités d'activité sur le marché japonais tant pour notre segment Print que notre segment eDoc."

"Nous avons lancé la plateforme logicielle Binder dédiée au marché du droit en janvier dernier ; la réaction tant des intégrateurs de systèmes que des cabinets d'avocats a été très positive et a mis en exergue le fait que notre technologie arrivait à point pour pallier un manque sur ce marché."

Analyse des résultats consolidés du Groupe au premier trimestre 2012

Une analyse détaillée des résultats consolidés du Groupe au premier trimestre 2012, qui comprend une comparaison avec les résultats consolidés du premier trimestre 2011, figure aux notes 2 et 3 du rapport de gestion résumé du conseil d'administration du Groupe établi au titre du premier trimestre 2012, qui est joint au présent communiqué de presse, comme le sont également les comptes consolidés résumés intermédiaires pour cette période.

Commentaires sur les perspectives

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : "avec l'édition 2012 de drupa qui va s'ouvrir dans les prochains jours, nous sommes heureux de constater que nombre de nouveaux produits au cœur desquels figurent nos RIP Harlequin et Jaws vont être lancés à cette occasion, et anticipons que les livraisons de ces produits devraient se traduire positivement en terme de chiffre d'affaires."

"Une autre opportunité très intéressante qui se présente à nous est la possibilité de faire croître l'activité de notre segment dédié à la gestion des documents électroniques en attaquant d'autres marchés verticaux avec Binder, maintenant que cette technologie a fait la démonstration qu'elle était performante dans le marché du droit."

Assemblée générale 2012

L'assemblée générale des actionnaires de la Société est prévue aujourd'hui, 27 avril 2012, à 11 heures à l'hôtel le Châtelain, 17 rue du Châtelain, à Bruxelles, en Belgique.

L'ordre du jour définitif, le texte des résolutions soumises au vote des actionnaires ainsi que les modalités de vote sont disponibles pour consultation et/ou téléchargement dans la rubrique Investisseurs du site Internet du Groupe à l'adresse suivante :

<http://www.globalgraphics.com/fr/investisseurs/assemblee-generale/>

Résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2012

Le Groupe prévoit d'annoncer ses résultats consolidés pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2012 le jeudi 30 août 2012 avant l'ouverture du marché.

A propos de Global Graphics

Global Graphics est un groupe leader dans le développement et la commercialisation de solutions logicielles répondant aux besoins des secteurs de l'impression numérique et de l'impression commerciale, ainsi qu'en matière de gestion de documents électroniques à usage professionnel.

Le Groupe compte parmi ses clients des grands comptes, des intégrateurs de systèmes qui figurent parmi les plus grands fabricants mondiaux de systèmes pré-presses numériques, d'imprimantes couleur grand format, de systèmes d'épreuves couleur, de copieurs et d'imprimantes pour les marchés professionnels, des grandes entreprises ou des PME, ainsi qu'une grande variété de sociétés de développement logiciel.

Précisions sur les affirmations à caractère prévisionnel (forward-looking statements)

Ce communiqué de presse contient, en plus d'informations historiques, des affirmations à caractère prévisionnel qui sont fondées sur des hypothèses, qui impliquent la prise en compte de certains risques ainsi que d'incertitudes.

Ces affirmations à caractère prévisionnel englobent aussi bien des affirmations relatives à la croissance et aux projets d'expansion du Groupe que des affirmations sur des résultats prévus pour des périodes futures. De telles affirmations sont basées sur les prévisions actuelles de la direction du Groupe et sont sujettes à un certain nombre d'aléas quant à leur réalisation, qui, s'ils devaient se concrétiser, pourraient conduire à ce que les résultats réels s'avèrent être significativement différents de ceux énoncés dans les présentes affirmations à caractère prévisionnel.

Bien que la direction du Groupe estime que les prévisions reflétées dans lesdites affirmations sont raisonnables compte tenu des informations à sa disposition, elle ne peut garantir à quiconque que ces prévisions s'avéreront finalement exactes. En conséquence, aucun tiers ne devrait accorder une importance exagérée et hors de propos à ces affirmations.

En toute hypothèse, ces affirmations à caractère prévisionnel n'ont de valeur qu'à la date du présent communiqué de presse. Le Groupe n'a d'obligation, ni de revoir, ni d'amender ces affirmations sur la base d'informations postérieures à la date de publication du présent communiqué de presse, du fait d'informations nouvelles, ou de survenance d'événements non prévus à la présente date.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME

Exprimé en milliers d'euros, hormis les résultats par action exprimés en euros

Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Chiffre d'affaires net	2 048	2 078
Coût des ventes	(83)	(107)
MARGE BRUTE	1 965	1 971
Charges commerciales et générales	(1 097)	(1 098)
Charges de recherche- développement	(1 179)	(1 201)
Autres charges opérationnelles	0	0
Autres produits opérationnels	0	41
RESULTAT OPERATIONNEL	(311)	(287)
Produits d'intérêts (note 6)	1	2
Charges d'intérêts (note 6)	0	(8)
Gains nets (pertes nettes) de change	(19)	(40)
RESULTAT AVANT IMPOT	(329)	(333)
Produit (charge) d'impôt (note 7)	6	236
RESULTAT NET	(323)	(97)
RESULTATS PAR ACTION (note 8)		
Résultat par action	(0,03)	(0,01)
Résultat dilué par action	(0,03)	(0,01)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL
Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Résultat net de la période	(323)	(97)
Ecartés nés de la conversion des comptes des filiales étrangères	(20)	(418)
Total des autres éléments (nets d'impôt) du résultat global	(20)	(418)
Résultat global de la période	(343)	(515)

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
 ETAT RESUME DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
 Exprimé en milliers d'euros

	31 mars 2012	31 décembre 2011
	Chiffres ni audités, ni revus	
ACTIFS		
ACTIFS NON COURANTS		
Immobilisations corporelles	436	441
Immobilisations incorporelles	5 384	5 330
Ecart d'acquisition (note 10)	6 850	6 822
Actifs financiers	108	108
Actifs nets d'impôt différé	51	53
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	12 829	12 754
ACTIFS COURANTS		
Stocks et en-cours	21	23
Créances clients (note 11)	2 112	1 752
Créances d'impôt courant	84	11
Autres créances	81	62
Charges constatées d'avance	582	481
Disponibilités	1 311	2 315
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	4 191	4 644
TOTAL DES ACTIFS	17 020	17 398
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET PASSIFS		
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		
Capital (note 12a)	4 116	4 116
Primes d'émission (note 12b)	28 742	28 747
Réserve liée aux paiements fondés sur des actions	3 157	3 124
Réserve liée aux rachats d'actions propres (note 13)	(1 191)	(1 191)
Réserves consolidées	(8 809)	(8 486)
Ecart de conversion	(10 863)	(10 843)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	15 152	15 467
PASSIFS		
PASSIFS NON COURANTS		
Autres passifs non courants	2	2
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	2	2
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs	460	265
Dettes d'impôt courant	50	61
Autres dettes	584	857
Avances reçues et produits constatés d'avance	772	746
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	1 866	1 929
TOTAL DES PASSIFS	1 868	1 931
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ET DES PASSIFS	17 020	17 398

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

Les chiffres afférents à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont extraits des états financiers consolidés pour ce même exercice, qui ont été audités.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

TABLEAU RESUME DES FLUX DE TRESORERIE

Exprimé en milliers d'euros

Chiffres ni audités, ni revus

Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
------------------------------	------------------------------

FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES

Résultat avant impôt	(329)	(333)
Elimination des charges et produits liés aux activités opérationnelles sans incidence sur la trésorerie :		
- Amort. des immobilisations corporelles	45	48
- Amort. des autres immobilisations incorporelles	316	255
- Coût des paiements fondés sur des actions (note 4d)	33	35
- Dotations aux (reprises de) provisions (note 5b)	0	(41)
- Charges (produits) d'intérêts (note 6)	(1)	6
- Ecart de change comptabilisés en résultat (note 6)	19	40
- Charges imputées sur la prime d'émission (note 12b)	(5)	0
Ecart de change non comptabilisés en résultat	(38)	(81)
Autres éléments	72	236
Variation des créances et dettes :		
- Stocks et en-cours	2	14
- Créances clients (note 11)	(360)	125
- Créances d'impôt courant	(73)	(253)
- Autres créances	(19)	(21)
- Charges constatées d'avance	(101)	(63)
- Dettes fournisseurs	195	103
- Dettes d'impôt courant	(11)	0
- Autres dettes	(273)	(128)
- Avances reçues et produits constatés d'avance	26	244
Montant reçu dans l'exercice au titre des intérêts	1	2
Montant versé dans l'exercice au titre des intérêts	0	0
Montant reçu (versé) dans l'exercice au titre des impôts	(76)	(8)
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	(577)	180
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(41)	(25)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	0	0
Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(369)	(271)
Produit de la cession d'actifs incorporel	0	17
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(410)	(279)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Rachats d'actions propres (note 13)	0	0
TRESORERIE NETTE LIEE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	0	0
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE SUR LA PERIODE	(987)	(99)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	2 315	1 869
EFFET DES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 1ER JANVIER	(17)	(79)
TRESORERIE NETTE DISPONIBLE AU 31 MARS	1 311	1 691

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
ETAT RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Exprimé en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Capitaux propres consolidés au 1er janvier	15 467	14 780
Résultat global de l'exercice	(343)	(515)
Effet des plans fondés sur des actions :		
- Coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	33	35
- Frais imputés sur le compte Primes d'émission (note 12b)	(5)	0
Effet total des plans fondés sur des actions	28	35
Transactions relatives aux actions propres auto-détenues :		
- Rachats d'actions propres (note 13)	0	0
- Attribution gratuite d'actions auto-détenues (note 13)	0	0
Total des transactions relatives aux actions propres	0	0
Capitaux propres consolidés au 31 mars	15 152	14 300

Les notes explicatives jointes en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires établis au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES
DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

NOTE 1 : ENTITE PRESENTANT LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

Les présents états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2012 comprennent Global Graphics SA, société de droit français (ci-après, la Société), et ses filiales, l'ensemble étant désigné comme le Groupe. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été arrêtés par le conseil d'administration de la Société le 26 avril 2012.

NOTE 2 : MODALITES DE PREPARATION DE CES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

(a) Attestation de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire (IAS 34), et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne.

Dans la mesure où elles ont été rédigées dans la perspective de leur inclusion dans le communiqué de presse afférent aux résultats trimestriels du Groupe, les notes annexes aux présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comportent pas l'ensemble des informations dont la communication est obligatoire en fin d'exercice : il est donc nécessaire d'analyser le contenu de ces notes en effectuant concomitamment une revue du contenu des notes de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

(b) Modalités d'évaluation utilisées

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon la règle du coût historique. Les instruments dérivés ont été réévalués à leur juste valeur, la variation correspondante étant comptabilisée en résultat.

Les actifs immobilisés sont indiqués pour leur valeur nette comptable ou, si elle est inférieure, à leur juste valeur minorée des éventuels coûts de cession de ces actifs.

Les méthodes utilisées pour déterminer la juste valeur lors de l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, telles qu'indiquées en note 4 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

(c) Devises de fonctionnement et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en euros, qui est également la devise de fonctionnement de la Société, l'arrondi se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(d) Continuité d'exploitation

Au 31 mars 2012, le Groupe n'a pas de dettes financières et dispose d'une trésorerie de 1 311 (contre 2 315 au 31 décembre 2011).

A la date d'arrêté des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, après avoir revu les prévisions de trésorerie préparées par la direction du Groupe pour la période courant jusqu'au 31 décembre 2013, le conseil d'administration de la Société considère qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives susceptibles de l'amener à penser que la continuité du Groupe puisse être compromise.

NOTE 3 : METHODES ET REGLES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles retenues pour la préparation des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, telles qu'indiquées à la note 3 de l'annexe aux états financiers consolidés de ce même exercice.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES

La préparation des états financiers consolidés selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables qui peuvent avoir un impact significatif sur les comptes consolidés.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et de recourir à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision : elles vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière. Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs divergent de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe dans l'application des normes comptables internationales qui ont un effet significatif sur les états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2012, de même que les hypothèses et les estimations comptables susceptibles d'entraîner un ajustement significatif des comptes consolidés au cours des douze mois à venir, sont expliquées ci-après.

(a) Perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels

(i) Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels à durée de vie infinie

En application du paragraphe 36 de l'annexe B d'IAS 34, le Groupe n'a pas réalisé de tests détaillés de recherche d'une éventuelle perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels au 31 mars 2012, comme il l'avait fait au 31 décembre 2011, mais s'est attaché à identifier les éventuels indicateurs révélant l'existence d'une telle perte de valeur au cours et au terme du premier trimestre de l'exercice 2012.

Au terme de cette revue, aucune charge n'a été comptabilisée au titre d'une perte de valeur des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels à durée de vie infinie dans les états financiers consolidés résumés du premier trimestre de l'exercice 2012.

(ii) Actifs incorporels donnant lieu à amortissement

Les actifs incorporels qui donnent lieu à amortissement (lesquels comprennent notamment les frais de développement de programmes informatiques portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée en application d'IAS 38, Actifs Incorporels) font l'objet de tests de dépréciation dès qu'il existe une indication ou un changement d'estimation comptable pouvant laisser penser que ces actifs ont subi une perte de valeur.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print

Les actifs incorporels comptabilisés au titre segment opérationnel Print (cf. note 14e) ont pour origine les frais exposés au titre de deux projets de développement (relatifs aux RIP Harlequin et Jaws), dont la direction du Groupe considère qu'ils remplissent les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38 pour être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée.

En l'absence de tout changement significatif au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2011 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel Print ne devait être constatée au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

- Actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc

Les actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc (cf. note 14e) ont pour origine les frais exposés au titre de trois projets de développement (EDL, applications gDoc et autres technologies de conversion de documents électroniques), dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères d'activation susvisés.

En l'absence de tout changement significatif au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 dans les hypothèses utilisées au 31 décembre 2011 pour mener les tests permettant de déterminer s'il est ou non nécessaire de déprécier ces actifs incorporels, et en l'absence de toute dépréciation de ces actifs incorporels constatée à cette dernière date, la direction du Groupe a estimé qu'aucune dépréciation des actifs incorporels comptabilisés au titre du segment opérationnel eDoc ne devait être constatée au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

(b) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

(i) Méthode utilisée par le Groupe

Comme indiqué à la note 3e de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les coûts engagés pour corriger les programmes informatiques existants sont passés en charges au titre de la période durant laquelle ils sont encourus.

Sont portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée les coûts de développement qui, tout à la fois, conduisent directement au développement de programmes facilement identifiables et ayant un caractère novateur sur lesquels le Groupe détient des droits de propriété, peuvent être mesurés de manière fiable, et vont probablement générer des bénéfices économiques futurs au-delà des douze mois à venir. Ces coûts incluent exclusivement les salaires et charges sociales afférentes aux équipes de développement travaillant sur le projet considéré.

Les coûts de développement de programmes informatiques qui sont ainsi portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée sont amortis selon le mode linéaire, à compter de la date à laquelle le projet de développement en question est considéré achevé, sur leur durée de vie estimée, qui n'excède pas dix années, la charge correspondante étant enregistrée dans la rubrique Charges de recherche et développement du compte de résultat consolidé.

(ii) Activation des coûts de développement de programmes informatiques

Figurent dans les tableaux présentés ci-dessous le montant cumulé aux 31 mars 2011 et 2012 des coûts de développement des programmes informatiques qui ont été portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée pour les projets de développement dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant une telle activation, ainsi que les montants des frais activés au titre de ces projets au cours du premier trimestre des exercices 2011 et 2012 :

- Premier trimestre 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 31 mars 2012	Montant capitalisé au premier trimestre 2012
RIP Harlequin	5 592	163
RIP Jaws	407	72
Total segment opérationnel Print	5 999	235
Electronic Document Libraries (EDL)	1 602	31
Applications gDoc	1 534	103
Autres technologies de conversion de documents électroniques	158	0
Total segment opérationnel eDoc	3 294	134
Total	9 293	369

- Premier trimestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Montant capitalisé au 31 mars 2011	Montant capitalisé au premier trimestre 2011
RIP Harlequin	4 673	137
RIP Jaws	182	50
Total segment Print	4 855	187
Electronic Document Libraries (EDL)	1 466	11
Applications gDoc	1 147	73
Total segment eDoc	2 613	84
Total	7 468	271

(iii) Amortissement des coûts de développement de programmes informatiques
Figurent dans les tableaux présentés ci-dessous le montant des amortissements cumulés aux 31 mars 2011 et 2012 au titre des projets de développement de programmes informatiques dont la direction du Groupe estime qu'ils remplissent les critères permettant l'activation, ainsi que les montants comptabilisés en charges à ce titre au cours du premier trimestre des exercices 2011 et 2012 :

- Premier trimestre 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amortissements cumulés au 31 mars 2012	Amortissements comptabilisés au premier trimestre 2012
RIP Harlequin	2 455	185
RIP Jaws	0	0
Total segment Print	2 455	185
Electronic Document Libraries (EDL)	733	54
Applications gDoc	777	75
Autres technologies de conversion de documents électroniques	0	0
Total segment eDoc	1 510	129
Total	3 965	314

- Premier trimestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Amortissements cumulés au 31 mars 2011	Amortissements comptabilisés au premier trimestre 2011
RIP Harlequin	1 756	113
RIP Jaws	0	0
Total segment Print	1 756	113
Electronic Document Libraries (EDL)	523	42
Applications gDoc	399	75
Total segment eDoc	922	117
Total	2 678	230

(c) Impôts

(i) Impôts sur les bénéficiaires

Le Groupe doit s'acquitter d'impôts sur les bénéficiaires réalisés en France et dans tous les pays où il a des filiales (notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis). Une part importante de jugement est nécessaire pour déterminer le montant de l'impôt à payer dans la mesure où il existe un certain nombre de transactions ou de calculs pour lesquels l'effet fiscal n'est pas facile à déterminer.

(ii) Impôts différés

- Méthode utilisée par le Groupe pour reconnaître des actifs d'impôt différé

Le Groupe comptabilise des actifs d'impôt différé, nets des passifs d'impôt différé le cas échéant, selon la méthode indiquée à la note 3p de l'annexe aux états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Pour déterminer s'il est ou non probable qu'un actif d'impôt différé reconnu dans un pays donné puisse être imputé sur des bénéficiaires fiscaux futurs attendus dans ce même pays, le Groupe estime les bénéficiaires fiscaux attendus sur un horizon d'une durée jugée raisonnable (actuellement fixé à 4 années), en se basant sur les hypothèses de croissance et de profit que la direction du Groupe estime les plus pertinentes. Si ces hypothèses devaient être revues à la baisse de manière significative au cours de périodes futures, le Groupe pourrait être amené à comptabiliser une dépréciation d'un montant qui pourrait être significatif au titre de la période durant laquelle interviendrait la révision de ces hypothèses, ce qui aurait un impact défavorable sur les résultats du Groupe.

- Actifs d'impôt différé comptabilisés

Actif d'impôt différé relatif aux déficits reportables des filiales anglaises

Les actifs d'impôt différé ont pour principale origine les déficits reportables par les filiales anglaises du Groupe résultant des acquisitions réalisées au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000. Ces déficits sont reportables de manière indéfinie, mais ne peuvent être imputés dans une année donnée qu'à concurrence de 20% du solde des déficits reportables à l'ouverture dudit exercice. Le montant de l'actif différé d'impôt correspondant à la fraction des déficits reportables que le Groupe entend imputer sur le bénéfice fiscal dégagé par ses filiales anglaises au cours de la période de 4 années s'achevant le 31 mars 2016, a été déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que l'actif d'impôt différé sera réalisé, soit un taux de 24,0% pour l'utilisation attendue après le 1^{er} avril 2012, comme indiqué en note 7d ci-après.

L'actif d'impôt différé ainsi déterminé se monte à 1 279 au 31 mars 2012, le produit d'impôt différé correspondant s'élevant à 24 au titre du premier trimestre de l'exercice 2012 (cf. note 7b ci-après).

Passif d'impôt différé provenant de l'activation des frais de développement
 Le passif d'impôt différé comptabilisé à raison de l'effet net, après amortissements, de l'activation des frais de développement engagés par la filiale anglaise du Groupe en application des dispositions applicables d'IAS 38, et déterminé en tenant compte du taux d'impôt qui sera applicable au moment où il est prévu que le passif d'impôt différé donnera lieu à règlement (soit un taux de 24,0% pour les règlements attendus après le 1^{er} avril 2012) se monte à 1 279 au 31 mars 2012, une charge d'impôt différé s'élevant à 14 ayant été reconnue au titre du premier trimestre de l'exercice 2012 (cf. note 7b ci-après).

- Actifs d'impôt différé non comptabilisés

Le montant des déficits reportables susceptibles d'être utilisés dans le futur par la filiale anglaise du Groupe, mais uniquement après le 1^{er} avril 2016, et qui, de ce fait, n'ont pas donné lieu à constatation d'un actif d'impôt différé au 31 mars 2012, s'élève à 13 255 à cette dernière date.

Si un actif d'impôt différé avait été reconnu au 31 mars 2012 au titre de cette fraction des déficits reportables, dans la mesure où ces déficits ne seraient pas utilisés avant le 1^{er} avril 2016, le taux d'impôt qu'il aurait convenu d'utiliser pour la détermination de cet actif d'impôt différé a été estimé égal à 24,0%, taux applicable à compter du 1^{er} avril 2012 : il en aurait découlé un actif d'impôt différé supplémentaire de 3 181 au 31 mars 2012.

(d) Coût des plans basés sur des actions

(i) Options de souscription d'actions

- Options attribuées et susceptibles d'exercice au 31 mars 2012

Le tableau présenté ci-après donne toutes informations utiles sur les options qui ont été attribuées au 31 mars 2012, y compris sur celles qui sont susceptibles d'exercice à cette même date, étant précisé que la totalité de ces options ne pourra plus donner lieu à aucun exercice après le 6 août 2016.

Dates d'octroi des options	Options attribuées au 31 mars 2012	Prix d'exercice unitaire en €	Options pouvant être exercées au 31 mars 2012	Prix d'exercice unitaire en €
6 août 2008	200 000	2,08	0	2,08
18 septembre 2008	20 000	1,94	0	1,94
17 décembre 2008	75 000	2,08	0	2,08
24 février 2010	12 500	1,64	0	1,64
28 juillet 2010	10 000	1,65	0	1,65
2 novembre 2011	287 500	1,06	0	1,06
Total	605 000	1,57	0	

- Principales modalités et conditions de ces attributions d'options

Options attribuées au cours des exercices clos les 31 décembre 2008 à 2010

Deux conditions sont attachées à l'exercice de l'ensemble des options attribuées au cours des exercices clos les 31 décembre 2008 à 2010 :

- premièrement, une condition d'emploi continu dans le Groupe entre la date d'attribution des options et la date ou les dates d'exercice de tout ou partie de ces options,

- deuxièmement, l'impossibilité d'exercer ces options tant le cours moyen de l'action de la Société n'aura pas été supérieur au cours des 120 dernières séances de cotation à un cours minimal de € 4,00 pour le premier quart des options attribuées, € 8,00 pour le deuxième quart des options attribuées, € 12,00 pour le quatrième quart des options attribuées et € 16,00 pour le dernier quart des options attribuées.

Un exercice anticipé de ces options serait possible pour toute option non encore exercée, que les conditions de cours minimal sus-décrites aient ou non été remplies, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires agissant de concert (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce) viendraient à détenir plus de 30,0% des actions formant le capital de la Société ou des droits de vote attachés à ces actions, ou un nombre d'actions ou de droits de vote supérieur à celui détenu par la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation, qui détenait environ 28,0% du capital et des droits de vote au 31 mars 2012.

Options attribuées le 2 novembre 2011

Deux conditions sont requises pour que ces options soient acquises aux bénéficiaires :

- premièrement, il est exigé des bénéficiaires de cette attribution qu'ils soient salariés d'une des sociétés du Groupe à tout moment entre la date d'attribution de ces options et la ou les dates auxquelles ces options leur seront acquises,

- deuxièmement, les options ne pourront être exercées qu'à compter du moment où, pour la première moitié des options attribuées le 2 novembre 2011, le cours de clôture de l'action de la Société aura été égal à € 2,00 pendant au moins 20 jours de bourse au cours de n'importe quelle période de 60 jours de bourse durant lesquels l'action de la Société aura donné lieu à échange, et, pour le solde, lorsque le cours de l'action de la Société, déterminé de la même manière qu'indiqué précédemment, aura été égal à € 3,00.

Un exercice anticipé de ces options sera possible pour toute option non encore exercée, que les conditions de cours minimal sus-décrites aient ou non été remplies, dès lors qu'un ou plusieurs actionnaires agissant de concert (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce) viendraient à détenir plus de 30,0% des actions formant le capital de la Société ou des droits de vote attachés à ces actions.

(ii) Attribution d'actions

- Attributions gratuite d'actions

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 29 juillet 2009

Le conseil d'administration du 29 juillet 2009 a décidé l'attribution gratuite de 24 750 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Aux 31 décembre 2011 et 31 mars 2012, compte tenu des attributions définitives d'actions aux salariés ayant quitté le Groupe qui sont intervenues depuis la date d'attribution de ces actions, seules 21 750 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 29 juillet 2013, à la condition qu'ils aient été mandataire social ou salarié d'une des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, à tout moment durant cette période.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 10 mars 2011

Le conseil d'administration du 10 mars 2011 a décidé l'attribution gratuite de 96 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe, dont respectivement 36 000 et 4 000 actions à Messieurs Gary Fry et Alain Pronost, en leurs qualités respectives de directeur général et de directeur financier du groupe Global Graphics.

Aux 31 décembre 2011 et 31 mars 2012, compte tenu du reclassement des 8 000 actions qui avaient été attribuées à deux salariés ayant quitté le Groupe depuis la date d'attribution de ces actions, seules 88 000 actions restent susceptibles d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 10 mars 2015, à la condition qu'ils aient été à tout moment durant cette période salariés d'une des filiales étrangères du Groupe, ou la période de deux années s'achevant le 10 mars 2013 pour les salariés de la Société.

Les bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions ne seront soumis à aucune obligation de conservation des actions après la date d'attribution définitive des ces actions, à l'exception des bénéficiaires de cette attribution liés par un contrat de travail avec la Société qui devront conserver les actions jusqu'au quatrième anniversaire de la date d'attribution de ces actions par le conseil.

Attribution gratuite d'actions décidée par le conseil du 2 novembre 2011

Le conseil d'administration du 2 novembre 2011 a décidé l'attribution gratuite de 24 000 actions à un ensemble de salariés des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Aux 31 décembre 2011 et 31 mars 2012, la totalité de ces actions reste susceptible d'être attribuées aux salariés bénéficiaires de cette attribution au terme de la période de quatre années s'achevant le 2 novembre 2015, à la condition qu'ils aient été à tout moment durant cette période salariés d'une des filiales étrangères du Groupe.

Les bénéficiaires de cette attribution gratuite d'actions ne seront soumis à aucune obligation de conservation des actions après la date d'attribution définitive des ces actions.

- Share Incentive Plan

En application de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire du 29 avril 2009, le Groupe a mis en place un Share Incentive Plan (SIP) aux termes duquel les salariés du Groupe, et notamment ceux de la filiale britannique, peuvent bénéficier d'une attribution gratuite d'actions ordinaires de la Société (Matching Shares) à proportion d'acquisitions d'actions ordinaires de la Société (Partnership Shares) réalisées au moyen de déductions opérées sur la rémunération nette qui leur est versée chaque mois (Partnership Shares), étant précisé que l'attribution des Matching Shares n'est définitive qu'au terme d'une période de trois années après la date d'acquisition des Partnership Shares correspondantes.

Au 31 mars 2012, 40 539 actions ont été attribuées à des salariés de la filiale britannique du Groupe sous forme de Matching Shares, dont 1 699 actions au premier trimestre 2012.

(iii) Analyse du coût des plans basés sur des actions

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Attribution d'options	15	26
Attribution gratuite d'actions	18	9
Coût des plans basés sur des actions	33	35

NOTE 5 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELLES

En application des dispositions du paragraphe 28 du Cadre de référence et des paragraphes 97 et 98 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, lorsqu'ils sont d'un montant significatif, les produits et les charges inhabituels, anormaux ou peu fréquents doivent donner lieu à une information particulière dans le but d'améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

(a) Autres charges opérationnelles

Aucune charge n'a été comptabilisée au poste Autres charges opérationnelles au titre du premier trimestre des exercices 2011 et 2012.

(b) Autres produits opérationnels

Aucun produit n'a été comptabilisé au poste Autres produit opérationnels au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

Un produit d'un montant de 41 avait été comptabilisé à ce poste au premier trimestre de l'exercice 2011 suite à la reprise d'une partie de la provision constituée au terme de l'exercice 2010 pour couvrir le risque lié à l'absence d'utilisation d'une partie des locaux loués à Cambourne, au Royaume-Uni, le solde de cette provision ayant été ensuite reprise en raison de la décision prise par la direction du Groupe de recommencer à utiliser cette partie des locaux à compter du 1^{er} juillet 2011.

Une charge d'intérêts d'un montant de 8 a été comptabilisée au titre du premier trimestre 2011 à raison de l'effet de désactualisation de cette provision (cf. note 6 ci-après).

NOTE 6 : PRODUITS FINANCIERS NETS (CHARGES FINANCIERES NETTES)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Produits d'intérêts	1	2
Charges d'intérêts (note 5b)	0	(8)
Produits d'intérêts nets (charges d'intérêts nettes)	1	(6)
Ecarts de change résultant des transactions et de réévaluations de postes de bilan	(18)	(40)
Ecarts de change afférents aux contrats d'options de change	(1)	0
Ecarts de change nets	(19)	(40)
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(18)	(46)

NOTE 7 : CHARGE (PRODUIT) D'IMPOT

(a) Impôt sur les bénéfiques

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 4 au premier trimestre 2012, contre un produit d'impôt sur les bénéfiques s'élevant à 248 au premier trimestre 2011.

La comptabilisation d'un tel produit d'impôt sur les bénéfiques au premier trimestre 2011 s'expliquait essentiellement par le remboursement à Global Graphics Software Limited du crédit d'impôt recherche afférent à l'exercice 2010, effectué à la filiale britannique du Groupe début avril 2011 pour un montant de 257.

(b) Impôt différé

Le tableau présenté ci-après permet d'analyser les composantes du produit ou de la charge d'impôt différé constaté(e) au titre du premier trimestre des exercices 2012 et 2011 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Liée à l'activation des frais de développement (note 4b)	96	76
Liée à l'amortissement des frais de développement (note 4b)	(82)	(64)
Liée à l'activation des pertes fiscales reportables (note 4c)	(24)	(9)
Autres éléments	0	9
Charge (produit) d'impôt différé comptabilisée	(10)	12

(c) Justification de la charge (du produit) d'impôt comptabilisé(e)

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Résultat avant impôt	(329)	(333)
Charge (produit) d'impôt attendu(e) au taux de 33,33%	(110)	(111)
Charge (produit) d'impôt lié(e) aux éléments suivants :		
- Effet des taux d'imposition des bénéficiaires des filiales différents	110	72
- Ajustement du montant des pertes fiscales reportables (note 4c)	(24)	(9)
- Impact des coûts des paiements fondés sur des actions (note 4d)	11	12
- Remboursement de crédits d'impôt recherche (note 7a)	0	(257)
- Pertes fiscales ne donnant pas lieu à activation	7	41
- Autres éléments	0	16
Charge (produit) d'impôt comptabilisé(e)	(6)	(236)

(d) Evolutions récentes et prévues du taux d'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni

(i) Règles comptables applicables

En application des dispositions applicables d'IAS 12, Impôts sur le résultat, tout changement de taux d'imposition des bénéficiaires ne peut être pris en compte lors de l'établissement des états financiers consolidés préparés en conformité avec les normes comptables internationales que dans la mesure où, à la date d'arrêté des comptes consolidés, ce taux a été voté ou que sa promulgation est imminente.

Outre-Manche, est considéré comme objet d'une promulgation imminente soit une loi de finances qui a achevé son parcours législatif devant la Chambre des Communes et n'attend plus que son vote par la Chambre des Lords, ou de recevoir l'aval de la Reine, soit le vote d'une résolution ayant force de loi en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

(ii) Diminutions récentes du taux d'imposition des bénéficiaires au Royaume-Uni

- Diminution applicable au 1^{er} avril 2012

Le 26 mars 2012, le Chancelier de l'Echiquier a annoncé la réduction de 26,0% à 24,0% du principal taux d'imposition des bénéficiaires réalisés au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2012, soit une réduction supplémentaire de 1,0% par rapport à la réduction de 1,0% qui avait été annoncée lors de la présentation de son précédent budget.

Compte tenu de l'annonce tardive de cette réduction supplémentaire du taux d'imposition des bénéficiaires par rapport à son application à compter du 1^{er} avril 2012, la mise en œuvre effective de cette réduction à 24,0% a été rendue possible par le vote le 26 mars 2012 d'une résolution en application des dispositions de la loi de 1968 intitulée Provisional Collection of Taxes.

Le taux de 26,0% a été utilisé pour la détermination du résultat imposable dégagé par les filiales britanniques du Groupe au cours de l'année fiscale qui s'achevant le 1^{er} avril 2012, alors que le taux de 24,0% a été retenu pour déterminer la valeur des actifs et des passifs d'impôt différé dont la réalisation ou le règlement est attendu après le 31 mars 2012.

- Diminution applicable au 1^{er} avril 2013

Lors de la présentation du budget le 26 mars 2012, le Chancelier de l'Echiquier a également proposé une réduction à 23,0% du taux d'imposition des bénéficiaires au Royaume-Uni à compter du 1^{er} avril 2013.

Cette proposition a fait l'objet d'un amendement qui a été repris dans le Finance (No. 4) Bill, qui a été examiné en deuxième lecture par la Chambre des Communes le 16 avril 2012.

De ce fait, la réduction à 23,0% du taux d'imposition des bénéficiaires réalisés par les filiales britanniques du Groupe n'était ni votée ni sur le point d'être promulguée au 31 mars 2012 et, par suite, n'a pas été prise en compte lors de la détermination des actifs et passifs d'impôt différé des filiales britanniques du Groupe à cette dernière date.

L'effet sur la situation fiscale du Groupe de cette diminution supplémentaire du taux d'impôt sur les bénéficiaires au Royaume-Uni sera comptabilisé dans les états financiers consolidés du Groupe une fois que cette réduction aura été votée.

NOTE 8 : RESULTATS PAR ACTION

(a) Résultat par action

(i) Méthode utilisée pour le calcul du résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net d'une période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant cette période, déterminé en tenant compte des attributions gratuites d'actions devenues définitives ou des actions nouvelles créées suite à l'exercice d'options de souscription d'actions au cours de la période le cas échéant.

(ii) Calcul pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2012

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat par action pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2012 est le suivant :

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier (note 12a)	10 289 781	10 289 781
Actions propres auto-détenues au 1 ^{er} janvier (note 13)	(166 267)	(168 081)
Actions ordinaires en circulation au 1er janvier à retenir pour le calcul du résultat par action	10 123 514	10 121 700
Effet des attributions gratuites d'actions devenues définitives au cours du trimestre (note 13)	0	0
Effet des exercices d'options intervenus au cours du trimestre (note 12a)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action du premier trimestre	10 123 514	10 121 700

(b) Résultat dilué par action

(i) Méthode utilisée pour le calcul du résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est obtenu en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours d'une période de l'impact maximal de la conversion des instruments financiers dilutifs au cours de cette période.

Les instruments financiers donnant accès au capital, qui, par suite, sont susceptibles d'entraîner une dilution, sont d'une part les actions attribuées gratuitement et d'autre part les options de souscription d'actions émises par la Société.

Toutefois, ces instruments ne sont considérés comme dilutifs que si et seulement si leur conversion a pour effet de diminuer le bénéfice par action : par suite, quand le Groupe dégage une perte nette, il n'est pas tenu compte de ces instruments financiers dans la détermination du résultat dilué par action.

(ii) Calcul pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2012

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à retenir pour le calcul du résultat dilué par action pour les premiers trimestres des exercices 2011 et 2012 est le suivant :

Chiffres ni audités, ni revus	2012	2011
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat par action du premier trimestre	10 123 514	10 121 700
Impact des instruments financiers dilutifs	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions à retenir pour le calcul du résultat dilué par action du premier trimestre	10 123 514	10 121 700

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS INCORPORELS

(a) Valeur brute

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Exercice 2011
Valeur brute au 1er janvier	46 097	43 768
Acquisitions d'actifs incorporels (note 4b)	369	1 283
Cessions et mises hors service d'actifs incorporels	0	0
Impact des variations de taux de change	189	1 046
Valeur brute en fin de période	46 655	46 097

(b) Amortissements et dépréciations

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Exercice 2011
Amortissements cumulés au 1er janvier	40 767	38 763
Amortissements comptabilisés durant l'exercice	316	1 095
Pertes de valeur reconnues dans l'exercice (note 4a)	0	0
Impact des variations de taux de change	188	909
Amortissements cumulés en fin de période	41 271	40 767

NOTE 10 : ECARTS D'ACQUISITION

(a) Valeur brute

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Exercice 2011
Valeur brute au 1er janvier	12 892	12 595
Impact des variations de taux de change	52	297
Valeur brute en fin de période	12 944	12 892

(b) Amortissements et dépréciations

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Exercice 2011
Amortissements cumulés au 1er janvier	6 070	5 922
Pertes de valeur reconnues dans l'exercice (note 4a)	0	0
Impact des variations de taux de change	24	148
Amortissements cumulés en fin de période	6 094	6 070

NOTE 11: CREANCES CLIENTS

(a) Valeurs brute et nette

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	31 mars 2012	31 décembre 2011
Valeur brute (note 11b)	2 248	1 892
Dépréciation des créances jugées douteuses (note 11b)	(136)	(140)
Valeur nette	2 112	1 752

(b) Echancier des créances clients

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	31 mars 2012		31 décembre 2011	
	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur brute	Pertes de valeur
Créances non échues	1 212	0	1 253	2
Créances échues				
- 30 jours au plus	238	2	272	2
- 30 à 60 jours	296	3	89	0
- 60 à 90 jours	172	4	36	0
- plus de 90 jours	330	127	242	136
Total	2 248	136	1 892	140

NOTE 12 : CAPITAL SOCIAL ET PRIMES D'EMISSION

(a) Capital social

Au 31 mars 2012 comme au 31 décembre 2011, le capital social de la Société se montait à 4 116 et se composait de 10 289 781 actions ordinaires, d'une valeur nominale unitaire de € 0,40, toutes entièrement libérées.

(b) Primes d'émission

Le montant des charges liées à la gestion des plans basés sur des actions du Groupe, qui ont été exposées au cours du premier trimestre 2012, et qui ont été imputées sur le poste Primes d'émission au cours de la même période, s'élève à 5 (néant au titre du premier trimestre 2011).

NOTE 13 : PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONNAIRES PROPRES

Le Groupe n'a procédé à aucun rachat d'actions propres et aucune attribution d'actions propres au cours des premiers trimestres des exercices 2011 et 2012.

Par suite, le nombre d'actions propres auto-détenues par le Groupe s'élevait à 166 267 actions au 31 mars 2012 comme au 31 décembre 2011, contre 168 081 au 31 mars 2011 et 31 décembre 2010, pour des valeurs de rachat s'élevant respectivement à 1 191 et 1 204.

NOTE 14 : INFORMATIONS SECTORIELLES

(a) Identification des segments opérationnels devant donner lieu à information

(i) Règles suivies

La direction du Groupe a identifié les segments opérationnels devant donner lieu à information sur la base de ceux qui font l'objet d'une présentation régulière au directeur général du Groupe, afin de décider de l'affectation de ressources et de l'évaluation des performances opérationnelles et financières de chaque segment. Deux segments ont été ainsi identifiés : un premier segment ('Print') pour les activités centrées autour de l'impression, et un second segment ('eDoc') pour celles centrées autour de la gestion de documents électroniques.

La performance de chacun de ces deux segments opérationnels est mesurée par le directeur général sur la base de leur contribution en terme de marge brute.

(ii) Allocation des actifs et passifs aux segments opérationnels

Les actifs et les passifs, qu'ils soient courants ou non courants, ont été alloués aux segments opérationnels en fonction de leur nature quand cela était possible.

Ainsi, les écarts d'acquisition ont été alloués au segment opérationnel Print dans la mesure où ils sont afférents à diverses acquisitions faites au cours des exercices clos les 31 décembre 1999 et 2000 dans le domaine des solutions logicielles pour l'impression.

En revanche, certains éléments d'actif et de passif n'ont pu être alloués à un segment en particulier : ainsi en est-il des actifs d'impôt différé, des actifs courants autres que les créances clients, et des dettes courantes autres que les produits constatés d'avance et les avances reçues des clients.

(b) Ventilation du chiffre d'affaires consolidé

(i) Ventilation du chiffre d'affaires par nature de produits et de services

Le chiffre d'affaires comptabilisé au titre de chacun des deux segments a pour origine principale le développement et la commercialisation de logiciels et/ou de solutions, comprenant des prestations liées telles que l'adaptation, la mise en service, la formation ainsi que le support après-vente et la maintenance.

Le tableau présenté ci-après indique le montant du chiffre d'affaires par nature de produits vendus et de services rendus pour les premiers trimestres 2011 et 2012 :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Royalties reçues	1 776	1 794
Prestations de maintenance et de support technique après-vente	272	284
Prestations d'ingénierie	0	0
Autres éléments	0	0
Total	2 048	2 078

(ii) Ventilation du chiffre d'affaires par destination géographique

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
France	5	1
Europe continentale hors France	193	402
Royaume-Uni	142	52
Amérique du Nord	1 534	1 300
Asie	131	287
Reste du monde	43	36
Total	2 048	2 078

(c) Chiffre d'affaires et marge brute par segment opérationnel

(i) Premier trimestre 2012

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 840	208	0	2 048
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 840	208	0	2 048
Coût des ventes	(58)	(12)	(13)	(83)
Marge brute	1 782	196	(13)	1 965

(ii) Premier trimestre 2011

En milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Ventes totales du segment	1 690	388	0	2 078
Ventes inter-segment	0	0	0	0
Ventes aux tiers	1 690	388	0	2 078
Coût des ventes	(65)	(29)	(13)	(107)
Marge brute	1 625	359	(13)	1 971

(d) Réconciliation de la marge brute et du résultat avant impôt

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Marge brute (note 14c)	1 965	1 971
Charges générales et commerciales	(1 097)	(1 098)
Charges de recherche- développement	(1 179)	(1 201)
Autres charges opérationnelles nettes des produits (note 5)	0	41
Produits financiers nets (charges financières nettes)	(18)	(46)
Résultat avant impôt	(329)	(333)

(e) Réconciliation des actifs et des passifs

(i) Au 31 mars 2012

En milliers d'euros Chiffres non audités	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	10 394	1 840	595	12 829
Actifs courants	1 663	449	2 079	4 191
Total actifs	12 057	2 289	2 674	17 020
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	541	231	1 094	1 866
Total passifs	541	231	1 096	1 868

(ii) Au 31 décembre 2011 (après reclassement de certains actifs courants)

En milliers d'euros	Print segment	eDoc segment	Eléments non alloués	Total
Actifs non courants	10 302	1 850	602	12 754
Actifs courants	1 287	465	2 892	4 644
Total actifs	11 589	2 305	3 494	17 398
Passifs non courants	0	0	2	2
Passifs courants	674	72	1 183	1 929
Total passifs	674	72	1 185	1 931

(f) Ventilation des actifs non courants par destination géographique

En milliers d'euros Chiffres non audités	31 mars 2012	31 décembre 2011
France	9	9
Filiales étrangères :		
- Royaume-Uni	9 479	9 413
- Etats-Unis d'Amérique	3 331	3 321
- Japon	10	11
Total des filiales étrangères	12 820	12 745
Total des actifs non courants	12 829	12 754

NOTE 15 : TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La direction du Groupe considère que relèvent de cette catégorie, d'une part les transactions entre les différentes sociétés du Groupe (cf. note 16 ci-après), et d'autre part celles intervenant avec les administrateurs et dirigeants du Groupe, comme indiqué ci-après.

(a) Transactions avec les administrateurs du Groupe

Les sommes portées en charges au titre des jetons de présence alloués aux membres du conseil d'administration de la Société s'élèvent à 15 au titre du premier trimestre de chacun des exercices 2011 et 2012.

(b) Transactions avec les dirigeants opérationnels du Groupe

(i) Salaires et avantages monétaires

Sont visées ci-après les rémunérations de toute nature versées aux administrateurs exécutifs au titre des premiers trimestres 2011 et 2012, y compris les bonus et les abondements à divers plans de retraite le cas échéant :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Salaires	78	69
Avantages monétaires court terme	95	75
Total	173	144

(ii) Paiements fondés sur des actions

Les dirigeants du Groupe ont la possibilité de bénéficier des plans basés sur des actions mis en place par le Groupe.

Aucune attribution gratuite d'actions ne leur a été faite au cours du premier trimestre 2012.

La quote-part du coût des plans basés sur des actions afférente aux dirigeants du Groupe au titre des premiers trimestres 2011 et 2012 est la suivante :

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Attributions d'options	10	18
Attributions gratuites d'actions	4	1
Total	14	19

(c) Transactions avec une société liée à un dirigeant du Groupe

Le conseil d'administration de la Société a, lors de sa réunion du 16 décembre 2009, autorisé la conclusion de deux conventions avec la société de droit belge Andlinger & Co. CVBA, dirigée par Monsieur Johan Volckaerts, ayant pour objet :

- d'une part, la mise à disposition de la Société et du Groupe d'une salle de réunion à Bruxelles et de services associés, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 1 500 par trimestre,
- et d'autre part, la réalisation au profit de la Société et du Groupe de prestations de conseils en matière de stratégie et de politique commerciale, moyennant le versement d'une somme hors TVA de € 6 000 par mois, somme portée à € 6 500 par mois à compter du 1^{er} février 2011 selon l'autorisation donnée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 8 février 2011, et ramenée à € 4 500 par mois à compter du 1^{er} octobre 2011 selon l'autorisation donnée par le conseil d'administration de la Société lors de sa réunion du 2 novembre 2011.

Les charges portées dans les comptes consolidés à raison de ces deux conventions se montent à respectivement 15 et 21 au titre des premiers trimestres 2012 et 2011.

NOTE 16 : FILIALES

Les états financiers consolidés résumés des premiers trimestres 2011 et 2012 comprennent les comptes des filiales suivantes :

	Pays de Domiciliation	% de contrôle 2012	% de contrôle 2011
Global Graphics (UK) Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Limited	Royaume Uni	100	100
Jaws Systems Limited	Royaume Uni	100	100
Global Graphics Software Incorporated	Etats-Unis	100	100
Global Graphics Kabushiki Kaisha	Japon	100	100
Global Graphics Software (India) Private Limited	Inde	100	100
Global Graphics EBT Limited	Royaume Uni	100	100

La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis la fin du mois d'avril 2010, est actuellement en cours de liquidation, la clôture de ce processus étant attendu prochainement.

Jaws Systems Limited est sans activité depuis le terme de l'exercice 2001.

GRUPE GLOBAL GRAPHICS
RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

NOTE 1 : APPROCHE RETENUE POUR LE CALCUL DES RESULTATS RETRAITES

Le Groupe prépare ses états financiers consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE).

Pour autant, la direction du Groupe considère pertinent de fournir, en sus des informations financières extraites de ces états financiers consolidés, d'autres indicateurs financiers retraités pour permettre l'appréciation la plus juste possible de sa performance, d'autant plus que la direction du Groupe utilise de tels indicateurs financiers retraités, tant en externe, dans le but précité, qu'en interne, à des fins de planification et de prévision budgétaire.

Pour ce faire, la direction du Groupe présente ces indicateurs de manière conforme aux principes édictés par le Committee of European Securities Regulators (devenue l'European Securities and Markets Authority) dans sa recommandation d'octobre 2005 sur la communication d'indicateurs spécifiques de la performance par les entreprises (CESR Recommendation on Alternative Performance Measures).

La direction du Groupe ne considère en effet pas ces indicateurs comme des éléments devant être considérés pour eux-mêmes, sans référence aux états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales dont ils sont dérivés, et n'a pas pour objectif, en présentant ces indicateurs, qu'ils soient utilisés comme tels.

Elle considère en revanche qu'en présentant ces indicateurs, elle permet aux investisseurs de mesurer la performance du Groupe de manière pertinente, notamment du fait que ces indicateurs sont déterminés et présentés de manière identique d'un trimestre à l'autre, et qu'ils permettent une comparaison plus aisée avec d'autres sociétés du même secteur d'activité que le Groupe, qui, elles-mêmes, utilisent des indicateurs similaires.

Par suite, les investisseurs sont invités à mesurer la performance du Groupe en s'appuyant aussi bien sur les états financiers consolidés établis selon les normes comptables internationales que sur les indicateurs retraités dérivés de ces mêmes comptes.

NOTE 2 : JUSTIFICATION DES RETRAITEMENTS PRATIQUES

Les retraitements pratiqués ont pour objectif de permettre de déterminer la performance du Groupe, au niveau du résultat opérationnel, du résultat avant impôt et du résultat net, avant effet (avant et après impôt, le cas échéant) des éléments suivants :

(a) Coût des plans basés sur des actions

Les coûts correspondants sont portés en charges dans les états financiers consolidés en application des dispositions d'IFRS 2, Paiements fondés sur des actions, et ce même en l'absence de toute variation du nombre d'actions en circulation de la Société par suite de l'exercice des options de souscription d'actions accordés aux salariés du Groupe, ou avant que l'attribution gratuite d'actions ne devienne définitive.

La direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat opérationnel du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(b) Activation et amortissement de certains frais de développement

Lorsqu'un projet de développement remplit les critères visés aux paragraphes 57 à 62 d'IAS 38, Actifs incorporels, les frais correspondants (au cas d'espèce, les charges de personnels ayant contribué au développement de l'actif ainsi reconnu) doivent être portés à l'actif de l'état de situation financière consolidée, puis amortis sur la durée de vie économique estimée du projet considéré.

Compte tenu du degré de subjectivité requis pour déterminer d'une part, si un projet de développement remplit ou non les conditions susvisées pour donner lieu à activation, et d'autre part, quelle est la durée de vie économique du projet, la direction du Groupe considère qu'il est nécessaire de retraiter le résultat opérationnel du Groupe sur ce point pour obtenir une appréciation pertinente de la performance opérationnelle du Groupe.

(c) Produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents

En application des dispositions du paragraphe 97 d'IAS 1 (révisée), Présentation des états financiers, les produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents doivent être précisément décrits dans une note annexe, de manière à améliorer la valeur prédictive du compte de résultat.

La direction du Groupe considère que la meilleure manière d'arriver à ce but est, en complément de la présentation isolée au compte de résultat consolidé dans les rubriques Autres charges opérationnelles et Autres produits opérationnels et d'une analyse détaillée des sommes inscrites dans ces rubriques dans une note annexe, de retraiter le résultat opérationnel du Groupe sur ce point afin de fournir à l'utilisateur des états financiers consolidés une base de comparaison avant prise en compte de ces éléments.

NOTE 3 : RESULTATS RETRAITES DETERMINES PAR LA DIRECTION DU GROUPE

(a) Résultat opérationnel retraité

Exprimés en milliers d'euros Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Résultat opérationnel en IFRS	(311)	(287)
Retraitements pratiqués :		
- Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(369)	(271)
- Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	314	230
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	33	35
- Autres charges opérationnelles (note 5a)	0	0
- Autres produits opérationnels (note 5b)	0	(41)
Total des retraitements pratiqués	(22)	(47)
Résultat opérationnel retraité	(333)	(334)
en % du CA de la période	-16,3%	-16,1%

(b) Résultat avant impôt retraité

Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Résultat avant impôt en IFRS	(329)	(333)
Retraitements pratiqués :		
- Frais de développement portés à l'actif (note 4b)	(369)	(271)
- Amortissement des frais de développement susvisés (note 4b)	314	230
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	33	35
- Autres charges opérationnelles (note 5a)	0	0
- Autres produits opérationnels (note 5b)	0	(41)
- Effet de la désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	0	8
Total des retraitements pratiqués	(22)	(39)
Résultat avant impôt retraité	(351)	(372)
Soit par action	(0,03)	(0,04)

Le résultat avant impôt retraité par action d'une période donnée est obtenu en divisant le résultat avant impôt retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période, soit respectivement 10 123 514 et 10 121 700 actions pour les premiers trimestres 2012 et 2011.

(c) Résultat net retraité

Exprimés en milliers d'euros sauf les résultats par action Chiffres ni audités, ni revus	Premier trimestre 2012	Premier trimestre 2011
Résultat net en IFRS	(323)	(97)
Retraitements pratiqués :		
- Effet net de l'activation des frais de développement (note 4b)	(55)	(41)
- Coût des plans fondés sur des actions (note 4d)	33	35
- Autres charges opérationnelles nettes des autres produits	0	(41)
- Désactualisation de la provision pour locaux vacants (note 5b)	0	8
- Effet d'impôt des retraitements indiqués ci-dessus	14	21
Total des retraitements pratiqués	(8)	(18)
Résultat net retraité	(331)	(115)
Soit par action	(0,03)	(0,01)

Le résultat net retraité par action d'une période donnée est obtenu en divisant le résultat net retraité de la période considérée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de cette période, soit respectivement 10 123 514 et 10 121 700 actions pour les premiers trimestres 2012 et 2011.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS
RAPPORT D'ACTIVITE RESUME DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Suite à la transposition à l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier de la directive 2004/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 (la directive Transparence), nous vous présentons le rapport d'activité résumé du conseil d'administration établi au titre du premier trimestre de l'exercice 2012. Ce rapport a été arrêté par le conseil d'administration de Global Graphics SA (la Société) lors de sa réunion du 26 avril 2012.

NOTE 1 : ORGANISATION DU GROUPE GLOBAL GRAPHICS (LE GROUPE)

(a) Périmètre de consolidation au 31 mars 2012
Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre de consolidation du Groupe au cours du premier trimestre de l'exercice 2012.
La société Global Graphics Software (India) Private Limited, sans activité depuis fin avril 2010, est en cours de liquidation depuis début mai 2010.
Merci de vous référer également à la note 16 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012.

(b) Variations du périmètre de consolidation intervenues depuis le 1^{er} avril 2012
Aucune variation n'est intervenue dans le périmètre de consolidation du Groupe depuis le 1^{er} avril 2012.

NOTE 2 : EXAMEN DES CHIFFRES-CLES DU GROUPE

Le Groupe établit ses comptes consolidés résumés selon les prescriptions d'IAS 34, Information financière intermédiaire, et plus généralement selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS) et les interprétations y afférentes, promulguées par l'International Accounting Standards Board (IASB), tels qu'adoptées par l'Union européenne (UE).
Les montants indiqués ci-après sont exprimés en milliers d'euros (l'euro étant la devise utilisée par le Groupe pour la présentation de ses comptes consolidés), les arrondis se faisant au millier le plus proche, sauf indication contraire.

(a) Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires (CA) consolidé s'est élevé à 2 048 au premier trimestre 2012, contre 2 078 au premier trimestre 2011, soit un repli de 1,4% à taux de change courants, d'une période à l'autre.

Environ 80,4% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2012 était libellé en dollars américains, devise qui s'est renforcée par rapport à l'euro, puisque le taux de change moyen euro/dollar s'établissait à 1,310 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2012 contre 1,358 dollars américains pour un euro au premier trimestre 2011, soit une hausse de 3,7% d'une période à l'autre.

A taux de change constants, le CA consolidé réalisé au premier trimestre 2012 se serait élevé à 1 969, en repli de 5,2% par rapport au CA consolidé réalisé au premier trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Impression (segment Print) s'est élevé à 1 840 au premier trimestre 2012, en hausse de 8,9% à taux de change courants et de 4,7% à taux de change constants, par rapport aux 1 690 réalisés dans ce même segment opérationnel au premier trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Documents électroniques (segment eDoc) s'est élevé à 208 au premier trimestre 2012, en repli de 46,4% à taux de change courants et de 48,5% à taux de change constants, par rapport aux 388 réalisés dans ce même segment au premier trimestre 2011.

(b) Résultats consolidés

(i) Résultat d'exploitation

Le Groupe a dégagé un résultat d'exploitation négatif de 311 au premier trimestre 2012 (une perte équivalente à 15,2% du CA consolidé du trimestre), à comparer à un résultat d'exploitation négatif de 287 réalisé au premier trimestre 2011 (qui était équivalent à 13,8% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation défavorable de 24 d'une période à l'autre.

Les principaux facteurs qui expliquent cette variation sont les suivants :

- un CA consolidé en repli de 30 (cf. note 2a ci-avant),
- un coût des ventes en repli de 24 à 83 au premier trimestre 2012 (4,1% du CA consolidé du trimestre), par rapport au premier trimestre 2011, où le coût des ventes se montait à 107 (5,1% du CA consolidé de ce trimestre),
- des charges de distribution et d'administration en repli de 1 (soit de 0,1%) à 1 097 au premier trimestre 2012 (53,6% du CA consolidé du trimestre) contre 1 098 au premier trimestre 2011 (52,8% du CA consolidé de ce trimestre),
- des charges de recherche & développement en repli de 22 (soit de 1,8%) à 1 179 au premier trimestre 2012 (57,6% du CA consolidé du trimestre) contre 1 201 au premier trimestre 2011 (57,8% du CA consolidé de ce trimestre).

Ces charges comprennent un produit de 55 au titre de l'effet net, après prise en compte des amortissements, de l'activation des frais afférents aux différents projets de développement remplissant les conditions requises pour une telle activation au premier trimestre 2012, contre un produit de 41 au premier trimestre 2011 (merci de vous référer à la note 4b de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur ce point),

- aucune charge n'est inscrite au compte « Autres charges d'exploitation » aux premiers trimestres 2011 et 2012,
- aucun produit n'est inscrit au compte « Autres produits d'exploitation » au premier trimestre 2012, contre un produit de 41 au premier trimestre 2011, soit une variation défavorable de 41 d'une période à l'autre.

(ii) Résultat avant impôt

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôt négatif de 329 au premier trimestre 2012 (équivalent à 16,1% du CA consolidé du trimestre), à comparer à un résultat avant impôt négatif de 333 au premier trimestre 2011 (équivalent à 16,0% du CA consolidé de ce trimestre), soit une variation favorable de 4 d'une période à l'autre, qui est la résultante de la combinaison des facteurs suivants :

- la variation, défavorable à hauteur de 24, du résultat d'exploitation, négatif de 311 au premier trimestre 2012, contre un résultat d'exploitation négatif de 287 au premier trimestre 2011,
- le repli des produits d'intérêts (nets des charges d'intérêts) à 1 par rapport aux 2 dégagés au premier trimestre 2011, soit une variation défavorable de 1,
- le repli des charges d'intérêts de 8, qui sont passées de 8 au premier trimestre 2011 à 0 au premier trimestre 2012, soit une variation favorable de 8,
- l'impact, favorable à hauteur de 21, des écarts de change qui sont passés d'une perte de change de 40 au premier trimestre 2011 à une perte de change de 19 au premier trimestre 2012.

(iii) Résultat net

Le Groupe a dégagé une perte nette de 323 au premier trimestre 2012 (soit une perte nette de € 0,03 par action) après prise en compte d'un produit d'impôt de 6 (composé d'une charge d'impôt sur les bénéficiaires de 4 et d'un produit d'impôt différé de 10), contre une perte nette de 97 au premier trimestre 2011 (soit une perte nette de € 0,01 par action) après prise en compte d'un produit d'impôt de 236, qui résultait principalement du remboursement au Groupe d'un crédit d'impôt recherche pour 257.

NOTE 3 : COMMENTAIRES DE LA DIRECTION SUR LA PERFORMANCE DU GROUPE

(a) Présentation par le directeur général des faits marquants

(i) Faits marquants au plan opérationnel

Gary Fry, directeur général du groupe Global Graphics, a commenté ces chiffres comme suit : « nos ventes et nos résultats sont en ligne avec nos attentes pour le premier trimestre de l'exercice. »

« Dans le marché de l'impression commerciale, nous avons poursuivi ce trimestre notre pénétration de ce marché en concluant deux nouveaux contrats de fourniture de notre technologie RIP pour des applications d'impression jet d'encre à grande vitesse. Nous sommes également satisfaits de notre participation au salon Page au mois de février dernier, dont nous nous attendons à ce qu'elle se traduise par de nouvelles opportunités d'activité sur le marché japonais tant pour notre segment Print que notre segment eDoc. »

« Nous avons lancé la plateforme logicielle Binder dédiée au marché du droit en janvier dernier ; la réaction tant des intégrateurs de systèmes que des cabinets d'avocats a été très positive et a mis en exergue le fait que notre technologie arrivait à point pour pallier un manque sur ce marché. »

(ii) Faits marquants au plan financier

- Résultats du premier trimestre 2012

Le CA consolidé réalisé au cours du premier trimestre 2012 s'est élevé à 2 048, un montant inférieur de 1,4% à taux de change courants, et de 5,2% à taux de change constants, au CA consolidé de 2 078 réalisé au cours du premier trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment opérationnel Print au cours du premier trimestre 2012 s'est affiché en hausse de 4,7% à taux de change constants par rapport au CA réalisé dans ce même segment au cours du premier trimestre 2011.

Le CA réalisé dans le segment eDoc au cours du premier trimestre 2012 s'est affiché en repli de 48,5%, à taux de change constants, par rapport aux ventes réalisées dans ce même segment au cours du premier trimestre 2011.

Les charges d'exploitation (hors coût des ventes, mais après effet des autres charges et produits d'exploitation) se sont élevées à 2 276 au cours du premier trimestre 2012, contre 2 258 au cours du premier trimestre 2011, soit une hausse de 0,8% d'une période sur l'autre, à taux de change courants.

Le Groupe a dégagé une perte d'exploitation retraitée égale à 333 au premier trimestre 2012 (équivalente à 16,3% du CA consolidé du trimestre), contre une perte d'exploitation retraitée de 334 au premier trimestre 2011 (qui était équivalente à 16,1% du CA consolidé réalisé au cours de ce trimestre).

Le Groupe a dégagé une perte avant impôt retraitée égale à 351 au premier trimestre 2012 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,03 par action), contre une perte avant impôt retraitée de 372 au premier trimestre 2011 (soit une perte avant impôt retraitée de € 0,04 par action).

Le Groupe a dégagé une perte nette retraitée égale à 331 au premier trimestre 2012 (soit une perte nette retraitée de € 0,03 par action), contre une perte nette retraitée de 115 au premier trimestre 2011 (soit une perte nette retraitée de € 0,01 par action).

- Flux de trésorerie du premier trimestre 2012

Le Groupe a utilisé une trésorerie de 577 au titre de son exploitation au premier trimestre 2012 (équivalente à 28,2% du CA consolidé du trimestre) alors que les activités opérationnelles du Groupe avaient généré un flux net de trésorerie de 180 au premier trimestre 2011 (équivalent à 8,7% du CA consolidé réalisé au cours de ce trimestre).

La trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2012 (qui s'élevait à 2 315) a permis au Groupe de financer ces besoins opérationnels, et également d'autofinancer les investissements corporels réalisés au cours du premier trimestre 2012 (d'un total de 41), ainsi que ceux résultant de l'activation des frais de développement durant cette même période, pour un total de 369, et de conclure le trimestre avec une trésorerie nette se montant à 1 311.

(b) Evolution prévue par le directeur général pour le reste de l'exercice 2012

Monsieur Gary Fry a poursuivi comme suit : « avec l'édition 2012 de drupa qui va s'ouvrir dans les prochains jours, nous sommes heureux de constater que nombre de nouveaux produits au cœur desquels figurent nos RIP Harlequin et Jaws vont être lancés à cette occasion, et anticipons que les livraisons de ces produits devraient se traduire positivement en terme de chiffre d'affaires. »

« Une autre opportunité très intéressante qui se présente à nous est la possibilité de faire croître l'activité de notre segment dédié à la gestion des documents électroniques en attaquant d'autres marchés verticaux avec Binder, maintenant que cette technologie a fait la démonstration qu'elle était performante dans le marché du droit. »

NOTE 4 : RISQUES SIGNIFICATIFS AUX PLANS OPERATIONNEL ET FINANCIER

(a) Au plan opérationnel

Pour de plus amples informations sur ces facteurs de risques, merci de vous référer à la note 2d du rapport de gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui a été arrêté par le conseil d'administration de la Société, et fait partie du rapport financier annuel du Groupe pour l'exercice 2011.

(b) Au plan financier

Les activités du Groupe l'exposent à un certain nombre de risques au plan financier, notamment de change, de crédit, de liquidité et de taux d'intérêts.

(i) Risque de change

Le Groupe a des activités dans diverses régions du monde et est de ce fait exposé aux risques de fluctuation des parités de changes de plusieurs devises, particulièrement la livre britannique et le dollar américain, qui affectent aussi bien les transactions commerciales futures que les actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (notamment la trésorerie et les créances clients) ou les investissements nets réalisés dans les filiales étrangères.

- Risque inhérent aux transactions commerciales futures et aux postes de bilan

Pour gérer le risque de change inhérent à certaines transactions commerciales futures, ou aux actifs et passifs inscrits à l'état de situation financière consolidée (qui sont libellés dans une devise qui n'est pas la devise de fonctionnement de l'entité), certaines entités du Groupe ont parfois recours à des contrats ou d'options de change souscrits auprès d'établissements financiers de premier plan, après revue et accord du directeur financier du Groupe.

Aux termes de ces contrats, le Groupe a la possibilité, mais non l'obligation, de convertir à leur date d'échéance, un montant convenu de dollars américains en euros à un taux de change plafond (strike price), dans l'hypothèse où, durant toute la vie du contrat, le taux de change euro/dollar a toujours été supérieur à un taux de change plancher (trigger rate) convenu. Dans le cas contraire, le Groupe est contraint de convertir la valeur du contrat en dollars au strike price à la date d'échéance du contrat.

Au 31 mars 2012, seuls deux contrats d'options de change call euros / put dollars américains sont en cours : ces deux contrats, d'une valeur nominale unitaire égale à 125 000 dollars américains, et dont les strike prices sont respectivement égaux à 1,3300 et 1,3400 dollars américains pour un euro, viennent à échéance respectivement les 20 juin et 24 septembre 2012, et ont des trigger prices respectivement égaux à 1,1800 et 1,1990 dollars américains pour un euro.

Une perte de change de 1 a été comptabilisée au premier trimestre 2012 à raison de ces contrats (néant au premier trimestre 2011 en l'absence de tels contrats).

- Risque inhérent aux investissements dans les filiales étrangères

Par ailleurs, le Groupe a réalisé des investissements dans certaines filiales étrangères qui l'exposent à un risque de change.

Le risque de change inhérent à l'investissement réalisé dans les filiales anglaise et américaine est couvert, lorsque cela est utile, au travers de la souscription d'emprunts libellés dans les devises correspondantes.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012.

(ii) Risque de crédit

Les principaux instruments financiers qui sont susceptibles de faire courir au Groupe un risque de crédit sont les créances clients.

Dans la mesure où il propose et commercialise ses produits et services à une large base de clientèle, qui comprend aussi bien des grands comptes, des distributeurs, que des intégrateurs de systèmes, le Groupe estime que le risque de crédit est limité, même si un nombre relativement restreint de clients a contribué à réaliser une part importante du chiffre d'affaires du Groupe au cours des dernières années, en raison d'une certaine concentration de la demande dans les marchés servis par le Groupe.

Les dix principaux clients ont représenté environ 64,3% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2012 (contre 63,2% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2011). Les cinq premiers clients du Groupe ont représenté environ 43,6% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2012 (contre 45,4% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2011), alors que le premier client a représenté environ 13,9% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2012 (contre 13,0% du CA consolidé réalisé au premier trimestre 2011).

(iii) Risque de liquidité

Du fait de la nature dynamique de ses activités, le Groupe cherche à se garantir une grande flexibilité dans le financement de ses activités en disposant de diverses facilités de crédit.

Compte tenu d'une trésorerie consolidée s'élevant à 1 311 au 31 mars 2012 et d'une absence de dettes financières à cette même date, le Groupe n'a pas jugé utile de chercher à disposer de telles lignes de crédit au cours du premier trimestre 2012.

(iv) Risque de taux d'intérêts

Dans la mesure où le Groupe ne dispose pas d'actifs ou de passifs significatifs qui lui rapportent des produits d'intérêts ou lui coûtent des charges d'intérêts tant au 31 décembre 2011 qu'au 31 mars 2012, les résultats et les flux de trésorerie dégagés par son activité au cours du premier trimestre 2012 n'ont pas été affectés par les variations de taux d'intérêts au cours de cette période.

Pour de plus amples informations sur ce point, merci de bien vouloir vous référer à la note 6 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012.

(v) Risque lié à une exposition aux dettes souveraines

Le Groupe n'avait aucune exposition aux dettes souveraines au terme et au cours du premier trimestre 2012, puisqu'il ne détenait aucun actif financier de cette nature durant cette période.

(c) Autres facteurs de risques significatifs

(i) Recours aux estimations comptables et utilisation de prévisions

La préparation des états financiers selon les normes comptables internationales oblige la direction du Groupe à faire certaines estimations comptables et à avoir recours à des prévisions.

Elle requiert également de la part de la direction du Groupe un discernement dans la mise en œuvre des règles et méthodes comptables retenues par le Groupe, et le recours à des estimations et des hypothèses pour la détermination de certains montants indiqués tant à l'actif qu'au passif de l'état de situation financière consolidée, ainsi qu'en produits ou en charges au compte de résultat consolidé.

Ces estimations et hypothèses sont basées sur des données historiques et divers facteurs jugés pertinents lors de la prise de décision, lesquels comprennent des prévisions de ventes et de flux de trésorerie correspondants, aussi bien pour des solutions logicielles éprouvées telles que le RIP software dont les ventes sont rapportées dans le segment d'activité Print, que des applications récemment lancées telles que gDoc Fusion, pour lesquelles la direction du Groupe prévoit une croissance significative d'une période à une autre dans les années à venir, et qui vont servir de bases à l'évaluation des postes d'actif et de passif dont le montant ne peut être obtenu directement d'une autre manière.

Il est tout à fait possible que les résultats réels futurs soient très différents de ceux estimés.

Ces estimations et les hypothèses qui les sous-tendent font l'objet d'une revue régulière par la direction du Groupe. Toute révision des estimations comptables affecte le résultat de la période dans laquelle cette révision intervient si cette révision n'affecte que cette seule période, mais également les périodes futures si cela s'avère nécessaire.

Merci de vous référer aux notes 4a (ii) et 4c (ii) des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012 pour de plus amples informations sur les estimations comptables importantes et l'utilisation de prévisions de ventes et de trésorerie, ainsi que les risques qui en découlent, la révision des hypothèses retenues à une date donnée pouvant conduire à devoir déprécier la valeur nette comptable des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels (notamment ceux provenant de l'activation de frais de développement) ou encore des actifs d'impôt différé.

(ii) Changements à venir ou interprétations des principes comptables.

Comme indiqué à la note 2a des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012, le Groupe établit ses comptes consolidés selon les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards ou IFRS), révisées le cas échéant, et les interprétations y afférentes, promulguées par l'IASB, tels qu'adoptées par l'Union européenne.

Les modifications apportées à ces règles, ou le retard pris dans l'adoption de nouveaux standards par l'Union européenne, sont susceptibles d'avoir un effet significatif sur les comptes du Groupe, voire d'affecter de manière rétrospective les résultats des exercices ou périodes passés.

Les principes comptables utilisés par le Groupe qui sont susceptibles d'être affectés par des exposés-sondages récemment publiés sont les suivants :

- Impôts sur les résultats

Le 31 mars 2009, l'IASB avait soumis à commentaires un exposé-sondage sur les impôts sur le résultat, qui proposait d'apporter des changements à la manière dont sont comptabilisés ces impôts, dans une optique de convergence avec les règles comptables utilisés aux Etats-Unis (US GAAP).

Au vu des réponses reçues, cette ambition a été revue à la baisse et s'est uniquement traduite par la publication de certaines révisions à la norme existante (IAS 12, Impôts sur le résultat) en décembre 2010.

L'IASB a laissé entendre qu'une révision fondamentale de la manière dont sont comptabilisés les impôts sur les résultats pourrait faire parti des thèmes inscrits à l'ordre du jour de son processus de consultation en 2012.

- Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le 24 juin 2010, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (FASB) avaient soumis à commentaires un exposé-sondage intitulé Revenue from Contracts with Customers : il était alors prévu que soit publiée une nouvelle norme sur la reconnaissance et la comptabilisation du chiffre d'affaires avant le terme du premier semestre 2011 pour remplacer les deux standards actuels en la matière : IAS 11, Contrats de construction et IAS 18, Produits des activités ordinaires, ainsi que les interprétations y afférentes.

Le 15 juin 2011, l'IASB et le FASB ont publié un communiqué indiquant qu'un nouvel exposé-sondage serait soumis à consultation au cours du troisième trimestre 2011, l'objectif affiché étant de publier une nouvelle norme dans le courant de l'année 2012.

Le 14 novembre 2011, l'IASB et le FASB ont soumis à commentaires un second exposé-sondage qui a pour objectifs d'améliorer la manière dont est comptabilisé le chiffre d'affaires (ainsi que certains coûts afférents) et de faire converger les règles IFRS et US GAAP dans ce domaine. Les deux normalisateurs comptables ont prévu qu'une nouvelle norme sur ce sujet serait publiée au second semestre 2012, avec une date de mise en œuvre qui interviendrait au plus tôt le 1^{er} janvier 2015.

NOTE 5 : PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Merci de bien vouloir vous référer pour de plus amples informations sur ce point à la note 15 de l'annexe aux états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012.

NOTE 6 : DONNEES RELATIVES AU PERSONNEL

(a) Localisation géographique

	31 mars 2012	31 décembre 2011
Royaume-Uni	64	63
Etats-Unis d'Amérique	8	8
Japon	2	2
Europe continentale	2	2
Total	76	75

(b) Ventilation par activité

	31 mars 2012	31 décembre 2011
Recherche & développement	47	48
Vente et support	18	16
Administration et autres	11	11
Total	76	75

En outre, au 31 mars 2012, le Groupe avait recours aux services de 4 consultants, dont 2 développeurs.

NOTE 7 : DROITS DE VOTE ET ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS

(a) Droits de vote au 31 mars 2012

(i) Nombre théorique de droits de vote

Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote double	6 720
Nombre d'actions auxquelles est attaché un droit de vote simple	10 283 061
Nombre théorique de droits de vote attachés aux actions ordinaires en circulation au 31 mars 2012	10 296 501

(ii) Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée

Nombre théorique de droits de vote tel que déterminé ci-dessus	10 296 501
Nombre de droits de vote attaché aux actions auto-détenues	(166 267)
Nombre de droits de vote à retenir pour le calcul du quorum en assemblée arrêté au 31 mars 2012	10 130 234

(b) Actionnaires significatifs

(i) Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation

Au 31 mars 2012, la Stichting Andlinger & Co. Euro-Foundation détenait 2 883 001 actions dans le capital de la Société (représentant environ 28,02% du capital), auxquelles étaient attachés 2 883 021 droits de vote, représentant environ 28,00% du nombre total des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société à cette même date.

(ii) Autres actionnaires significatifs

Au 31 mars 2012, le Groupe n'avait pas d'information sur la détention par un actionnaire autre que celui indiqué ci-dessus de plus de 5,0% du capital de la Société, ou de plus de 5,0% du total théorique des droits de vote attachés aux actions formant le capital de la Société indiqué note 7a.

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES A GLOBAL GRAPHICS SA

Dans la mesure où Global Graphics n'a qu'un unique employé, et que la totalité du chiffre d'affaires réalisé par Global Graphics SA provient de la refacturation de frais de siège aux entités opérationnelles du Groupe, il n'est pas fourni d'informations sur les résultats sociaux de cette société au titre du premier trimestre de l'exercice 2012, dans la mesure où ces informations n'ont pas été jugées pertinentes dans le cadre de la présentation des états financiers consolidés condensés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice 2012.

GROUPE GLOBAL GRAPHICS

ATTESTATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER RESUME
POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés intermédiaires qui sont inclus dans le rapport financier du Groupe pour le premier trimestre de l'exercice 2012 sont établis en conformité avec IAS 34, Information Financière Intermédiaire, et plus généralement, avec les principes comptables internationaux (International Financial Reporting Standards ou IFRS), et les interprétations y afférentes, promulgués par l'International Accounting Standards Board, tels qu'adoptés par l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du groupe Global Graphics au titre du premier trimestre de l'exercice 2012.

J'atteste également que le rapport d'activité intermédiaire, qui est présenté ci-avant, présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, et fait notamment mention des événements importants survenus pendant le premier trimestre de l'exercice 2012 et de leur incidence sur les comptes consolidés condensés intermédiaires établis au titre de cette période, des principaux risques et incertitudes affectant les neuf mois restants de l'exercice en cours, ainsi que des principales transactions entre parties liées intervenues au cours du premier trimestre de l'exercice 2012.

Fait à Bruxelles (Belgique), le 26 avril 2012,

Gary Fry
Directeur général